

# Une archéologie du Brexit

*Par Simon Catros*

---

**Et si le Brexit était inéluctable ? Un ouvrage revient sur les relations ambivalentes entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe, notamment de son voisin français, durant la période charnière des années 1970.**

---

À propos de : Laurence Baratier-Negri, *Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni. Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2018, 352 p., 21, 50 €.

Si les facteurs conjoncturels, tels que le développement du populisme à l'échelle européenne et le développement concomitant d'une xénophobie ciblant les émigrés européens, ont concouru au résultat du référendum du 23 juin 2016, il semble nécessaire, pour comprendre pleinement les origines et les enjeux de cet événement majeur de l'histoire immédiate, de prendre en compte le long terme. L'ouvrage de Laurence Baratier-Negri, professeure agrégée et docteure en histoire contemporaine, portant sur les rapports entre un jeune chef d'État à la tête d'une des principales puissances du continent, et ardent partisan d'une relance de la construction européenne, Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) et les dirigeants du Royaume-Uni, nouveau venu au sein de la Communauté européenne (1973) pose les jalons essentiels d'une telle approche.

Ce livre, dont les mérites ont été soulignés par l'attribution du prix Ernest Lémonon (Académie des Sciences morales et politiques), offre une lecture des relations franco-britanniques à la fois géopolitique, institutionnelle et humaine. Il souligne les étapes de l'émergence de la « diplomatie des sommets » (p. 13), dont Valéry Giscard d'Estaing est un des principaux promoteurs. De nombreux tableaux rendent d'ailleurs

compte de façon synthétique des différents sommets franco-britanniques – acteurs, modalités et résultats (p. 103, p. 110 et p. 327-329). Cette lecture intègre pleinement la place des représentations, à tous les niveaux – des décideurs gouvernementaux à l’opinion publique, en passant par certaines associations et les médias – dans l’évolution des relations internationales, à l’image de travaux récents portant sur la construction européenne<sup>1</sup> ou les relations franco-britanniques<sup>2</sup>. Au fil de son analyse, elle introduit différents éléments de contexte permettant de saisir les multiples facettes de la relation franco-britannique : construction européenne, évidemment, mais également question allemande et puissance économique en expansion de la RFA, Guerre froide, relations transatlantiques et Détente, mondialisation et crise économiques, décolonisation et rapports Nord-Sud... L’on peut cependant regretter que l’analyse n’aborde pas le rôle des milieux d’affaires et des réseaux économiques, dont on connaît maintenant bien le rôle essentiel dans la construction européenne<sup>3</sup>. Cependant, le choix de placer la focale sur les décideurs politiques justifie cette option.

## **La France de Valéry Giscard d’Estaing et la Grande-Bretagne : une relation ambiguë**

L’ouvrage est, en effet, centré sur le rôle de Valéry Giscard d’Estaing et analyse les leviers et les finalités de sa diplomatie envers Londres. Il revient tout d’abord sur la relation particulière qu’entretenait le jeune président français avec le monde britannique à son accession au pouvoir : élevé par un père tourné vers l’Allemagne et une mère anglophile, il maîtrise parfaitement l’anglais et lit quotidiennement la presse d’outre-Manche. Si ses relations avec les différents Premiers ministres sont variables – difficiles avec Harold Wilson (1974-1976), très bonnes avec James Callaghan (1976-1979) et conflictuelles avec Margaret Thatcher (1979-1990) –, son entente avec la reine Élisabeth II constitue le facteur essentiel de la réussite de la visite d’État qu’il effectue en Grande-Bretagne en juin 1976. La diplomatie britannique en est rapidement consciente et exploite cette entente.

---

<sup>1</sup> Anne Dulphy et Christine Manigand (dir.), *Public opinion and Europe : National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004 ; Marie-Thérèse Bitsch, Wilfried Loth et Charles Barthel (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

<sup>2</sup> Jean-Marie Le Breton (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L’Harmattan, 2007 ; Agnès Tachin, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l’imaginaire français à l’époque gaulloise*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

<sup>3</sup> Éric Bussière et Michel Dumoulin (éd.), *Milieux économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle*, Arras, Artois Presses Université, 1998.

Cependant, au-delà de la richesse de cette analyse exhaustive des relations franco-britanniques en 1974-1981, cet ouvrage, donne au lecteur les outils d'une véritable archéologie du Brexit, tant il met en évidence certains de ses facteurs perceptibles dès la seconde moitié des années 1970. Ce n'est pas le moindre des mérites de cet ouvrage, tiré d'une thèse soutenue au printemps 2015, soit plus d'un an avant le référendum de juin 2016. Ceci est particulièrement évident lorsque l'auteure examine le rôle des représentations dans les relations franco-britanniques. Tandis que la France, dont le dynamisme économique contraste alors singulièrement avec le marasme économique et social que connaît alors la Grande-Bretagne, se laisse aller à un certain « complexe de supériorité » (p. 69) laissant peu de place à un projet de partenariat équilibré avec son voisin d'outre-Manche, la Grande-Bretagne ne semble pas en mesure de dépasser un « complexe d'infériorité » (p. 72) qui conduit ses dirigeants et diplomates à se placer en position de « demandeurs » (p. 117) vis-à-vis de Paris. Le renforcement des relations bilatérales avec Paris apparaît aux yeux de la diplomatie britannique comme le seul moyen de rehausser le prestige de la Grande-Bretagne aux yeux des puissances européennes, notamment de l'Allemagne fédérale, mais également d'obtenir satisfaction au sujet de la prise en compte de ses intérêts nationaux dans le cadre des politiques communes de la pêche et de l'énergie. Dans ce contexte, se déploient, au niveau des opinions publiques mais également au sein des chancelleries et dans les milieux parlementaires, des représentations réciproques peu amènes croquant le partenaire sous les traits d'une nation dont l'arrogance confine parfois à la vanité ou en puissance atlantiste et déclinante exclusivement intéressée par des gains commerciaux immédiats.

## Être ou ne pas être européen<sup>4</sup> ?

Dans le contexte particulier de la première moitié des années 1970, et une décennie après leur première candidature, les Britanniques adhèrent à une Communauté économique européenne dynamique en vue de recouvrer une puissance économique partiellement perdue. Très rapidement cependant, la construction européenne est accusée de tous les maux, car l'adhésion britannique est concomitante de la crise économique mondiale qui touche durement le Royaume-Uni. La contribution britannique au budget communautaire, argument majeur, sinon principal, des leaders brexiters, constitue déjà une pomme de discorde entre Paris et

---

<sup>4</sup> Robert Frank, *Être ou ne pas être européen. Les Britanniques et l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle au Brexit*, Paris, Belin, 2018.

Londres, tant au niveau gouvernemental que des opinions publiques. La Politique agricole commune, dont la philosophie même semble d'emblée inacceptable, voire incompréhensible, outre-Manche, fait figure de dépense aussi inutile qu'inéquitable. Au sein du Foreign Office, la Communauté est couramment décrite comme un outil conçu par et pour la France et spécifiquement orienté vers la satisfaction de ses intérêts agricoles et commerciaux. Cette image est largement relayée dans l'opinion publique par les associations de consommateurs et les médias, spécialement les journaux populaires. Bien loin de constituer un cadre propice à l'enrichissement de relations bilatérales franco-britanniques dynamiques, l'intégration de la Communauté européenne par le Royaume-Uni porte donc en germe de multiples tensions, dont le « *I want my money back* » de Margaret Thatcher (novembre 1979) constitua sans doute la manifestation la plus franche. À cette aune, le choix opéré en juin 2016 peut être vu à la fois comme se situant dans le prolongement de cette histoire et comme la symétrique de l'adhésion de 1973 : face à une Union européenne donnant l'image de la désunion et du déclin, la Grande-Bretagne choisit la voie – hypothétique – du renouveau de ses relations avec les anciennes colonies et avec les États-Unis.

Cette impression de symétrie est renforcée par les étapes ayant jalonné l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté. Si l'adhésion, grande œuvre du Premier ministre conservateur pro-européen Edward Heath (1970-1974), est effective dès 1973, l'accession au pouvoir du Labour en février 1974 rebat les cartes. Élu sur la promesse d'une renégociation des traités, Harold Wilson obtient de ses partenaires européens divers aménagements (sommet de Dublin, mars 1975). Les partenaires européens acceptent un mécanisme de correction du budget communautaire de nature à réduire la contribution britannique ainsi que de meilleures conditions d'accès au marché européen pour le sucre du Commonwealth et les produits laitiers de Nouvelle-Zélande. Ce compromis de Dublin, validé par un vote favorable du cabinet – seize voix pour, sept contre –, lui permet d'obtenir des électeurs britanniques un vote favorable au maintien dans la Communauté (juin 1975). Toutefois, même après obtention de ces concessions, moins d'un électeur britannique sur deux vote positivement en faveur du maintien (taux de participation de 64,5 %, le maintien recueillant 67,2 % des voix exprimées). Au passage, on peut s'étonner que l'auteure qualifie ce vote de « massif » dans son introduction (p. 12).

Enfin, la question européenne apparaît dès les années 1970 comme un facteur, tout à la fois, de confusion pour la vie politique et parlementaire et de division au sein des partis politiques britanniques. Nombre de députés travaillistes étant opposés à la participation britannique au projet européen, le chef du gouvernement ne put faire

avaliser le compromis négocié à Dublin qu'avec un large soutien des parlementaires libéraux et conservateurs. Le référendum de juin 1975, s'il semble trancher le débat relatif à l'adhésion à la Communauté, n'en accentue pas moins les divisions au sein du parti travailliste. Cette opposition d'une partie significative de la base travailliste, jointe à l'étrécissement de l'assise parlementaire des gouvernements travaillistes, pèse constamment sur la politique européenne conduite successivement par Harold Wilson et James Callaghan.

## **Occasions manquées et désaccord de fond**

Enfin, peut-on avancer que le Royaume-Uni était « brexiter » dès son entrée au sein du Marché commun ? Ce serait sans doute une thèse excessive. Le mérite de l'ouvrage de Laurence Baratier-Negri est aussi de souligner les opportunités qui se présentèrent. À ce titre, la relation bilatérale franco-britannique aurait pu constituer le viatique d'un arrimage plus net du Royaume-Uni à l'organisation européenne. À Londres, la relation franco-britannique est perçue comme un levier permettant de peser à l'échelle communautaire ; à Paris, l'on semble soucieux de ne pas se laisser enfermer dans le couple franco-allemand, alors que la RFA pèse économiquement de plus en plus lourd. Toutefois ce schéma ne se réalise pas, essentiellement en raison d'une divergence fondamentale entre la politique européenne britannique et les desseins de Valéry Giscard d'Estaing : ce dernier se pose en héraut d'une Europe autonome face aux États-Unis affaiblis, tandis que Londres voit dans son entrée au sein de la Communauté un moyen de valoriser son rôle auprès de Washington, à titre d'intermédiaire, à tout le moins, si ce n'est d'allié dans la place. Face à cette opposition structurelle, les efforts méritoires de Roy Jenkins, leader des travaillistes pro-européens puis président de la Commission européenne (1977-1981) ou des ambassadeurs britanniques à Paris – en particulier Nicholas Henderson (1975-1979) – s'avèrent impuissants, le Quai d'Orsay étant averti, dès les premières années, de l'absence d'« esprit communautaire » chez la très grande majorité des dirigeants britanniques.

Ainsi, cet ouvrage se présente non seulement comme une étude approfondie et multidimensionnelle des relations bilatérales franco-britanniques à un moment crucial de l'histoire économique et des relations internationales, mais également comme un outil indispensable à la compréhension des aspects les plus contemporains des relations entre Londres et l'Europe.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr) le 25 septembre 2019